

La prostitution : un système de traite humaine raciste, sexiste et classiste qui affecte particulièrement les femmes en exil les plus jeunes.

Ou sont les filles?

Formation proposée par la Commission Femmes et Migrations

13 decembre 2018

Marie-Paule Grossetete Vice-Présidente de la CLEF, Présidente de Osez le féminisme!13



A partir du travail de Ana Zobnina, coordinatrice de la plate-forme ENOMW ,
de la campagne du LEF, des données du Mouvement du Nid,
des analyses de Osez le féminisme! (diapositives Céline Picques)
des données de l'UNICEF, Save the children, manuel du HCR...

Où sont les filles réfugiées?



- Je suis ici pour vous parler de la part des populations migrantes que l'on ne voit que peu sur les écrans de TV et dont on n'entend jamais parler. Je veux vous parler de ces filles exilées qualifiées de « mineures non accompagnées » qui sont rendues invisibles à la fois parce que ce sont des femmes et quand on parle de « migrants » il n'y a pas que dans la grammaire que le masculin l'emporte sur le féminin; et à la fois parce que ce sont des enfants dont on pense, à tort, qu'ils sont protégés par leur famille ou par le groupe au sein duquel ils se déplacent.
- Où sont les filles? A déclaré Anna Zobnina en octobre 2018 devant le Conseil de l'Europe. En effet, où sont-elles?
- Des mutilations génitales au mariage forcé, au viol et à la traite de la prostitution, les filles sont les plus vulnérables parmi les réfugié.e.s .
- Je vais ici montrer en particulier le rôle des structures patriarcales qui structurent les comportements depuis ceux des familles jusqu'à celui des membres des ONG dans l'invisibilisation du problème de ces filles réfugiées. Et puis, bien sûr, je vais montrer en quoi la traite par proxénétisme contribue grandement à les faire disparaître parfois définitivement.

Un témoignage recueilli par le mouvement du nid :

Lylie : Quitter cette vie par n'importe quel moyen.

mai 2018, par [Claudine Legardinier](#)

- **Abusée, violée, abandonnée à elle-même, Lylie a quitté le Cameroun. Sans savoir où aller. C'était en 2012. Aujourd'hui elle reprend pied après une expérience de prostitution dévastatrice. Et, après des années de silence total, enfin, elle parle.**
- Je suis née au Cameroun.
J'ai été abusée à partir de mes 12 ans par le mari de ma mère. Toute ma vie, j'ai été abusée, toute ma vie j'ai fait de la prostitution.
En quelque sorte, j'étais la seconde femme de mon beau père. Ma mère ne réagissait pas. J'ai vécu trois avortements. Le premier, j'avais 12 ans.
- Je n'avais personne pour m'aider. Mes grandes sœurs, mes grands frères, personne n'a été là. J'en veux à tout le monde. Terriblement. Je suis toujours dans une colère noire. Personne ne m'a protégée.

Tout oublier et passer à autre chose : **le départ pour l'Europe**

- J'ai vraiment subi trop de violences, trop de souffrances. Je ne trouvais pas ma place dans la société de mon pays. Je n'avais qu'un but, tout oublier et passer à autre chose. Je suis donc partie en 2012. Sans savoir où, sans destination. J'ai trouvé des gens pour m'aider. Je suis passée par le Niger, par l'Algérie, puis par l'Espagne. J'ai passé deux ans sur les routes. Je ne raconterai pas ce que j'ai vécu pendant ce voyage. **Il y a des coupeurs de route, il faut payer beaucoup de gens... En chemin, quand on n'a pas d'argent, il faut bien en trouver. La prostitution, c'est obligé.**
- Je suis arrivée en France, ici, dans cette ville. Des compatriotes m'ont hébergée. Puis ils m'ont virée. J'ai dormi dehors, sur le trottoir, devant un cinéma. Là, une fille m'a abordée, comme une amie. Elle m'a dit qu'elle pouvait m'aider. Elle m'a donné un peu d'argent et quelque chose à manger. Je ne connaissais pas la ville, rien. Si je pouvais gommer cette partie de ma vie...

Je ne comprenais rien à ce qui se passait : **c'est le début du filet du réseau de prostitution**

- J'ai vraiment été naïve. Cette fille me connaissait mieux que je ne me connaissais moi-même. Elle était au courant de tout, elle savait que j'avais un enfant, elle a menacé de s'en prendre à lui si je ne me prostituais pas. Pour moi, pas question de porter plainte à la police. Je ne comprenais rien à ce qui se passait.
- Quand j'ai commencé, je ne me suis plus arrêtée. Quand je rentrais, elle prenait une partie de l'argent. C'est elle qui décidait des lieux, des villes où je devais me prostituer. **Il a fallu que je boive pas mal d'alcool pour y arriver.**

- Les clients... Je me souviens d'un, je l'ai supplié de ne pas me faire des choses que je refusais. J'ai passé tout le weekend chez lui. Quand il m'a ramenée et que je suis sortie de sa voiture, il ne m'a pas payée. J'ai réclamé et il m'a brutalisée, il a jeté au loin mon téléphone. Un homme qui avait vu la scène m'a proposé de m'aider et de m'emmener à l'hôpital. J'ai refusé.

La maladie, un déclic :

- Tout ça a duré longtemps. J'étais dans la routine. Je me foutais de tout, tout ce qui m'intéressait encore, c'était de trouver à manger et un endroit pour dormir. Et puis on m'a trouvé un début de cancer de l'utérus.
- Beaucoup d'hommes payaient plus pour ne pas utiliser de préservatif. J'attrapais beaucoup d'IST. Du coup, je me faisais contrôler. Mais je ne pouvais pas expliquer au médecin pourquoi ; je ne lui ai jamais dit ce que je faisais.

C'est une infirmière qui a appelé le Mouvement du Nid

- Arrêter, j'ai eu du mal. J'ai fait une dépression, j'ai failli me suicider l'an dernier. J'ai été internée. **Là, je me suis dit, il faut que je me retire de tout ça.**

LES FAITS ET CHIFFRES : les filles subissent des violences multiples liées au fait que ce sont des filles. (chiffres LEF)



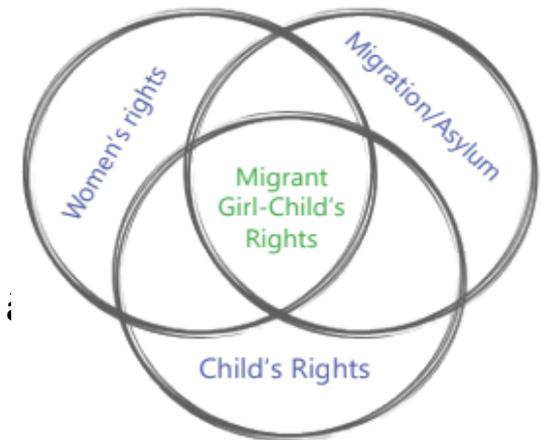
#GirlsVoices

Meeting Needs of Migrant Girls On the Move

- **Au total, 42 % des enfants demandeurs d'asile en Europe sont des filles. (chiffres LEF)**
- **- 75 % des enfants réfugiés ont été victimes de violence et d'agression par un adulte le long de leur itinéraire migratoire.**
- **- 4 filles sur 5 arrivant du Nigeria en Italie sont des victimes potentielles de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.**
- **-Globalement, les filles réfugiées dans le secondaire ont deux fois moins de chances de s'inscrire à l'école que leurs camarades masculins, alors que les filles représentent la moitié de la population réfugiée d'âge scolaire.**
- **- En France, 12% à 21% des filles étaient à risque de mutilations génitales féminines sur 205 683 filles originaires de pays différents où les mutilations génitales féminines sont pratiquées.**

Les filles réfugiées sont au croisement des droits des femmes , des droits des enfants et du droit d'asile. (LEF)

- Les filles constituent le groupe le plus exposé aux violences lors de la migration , donc les filles ont des besoins de protection spécifique qui demeurent souvent impensés parce qu'elles sont victimes de discriminations multiples : sexisme, xénophobie et racisme, vulnérables parce que enfants et donc exposées a la traite et à l'exploitation sexuelle.
- Comme elles ne sont pas identifiées en tant que groupe, les données spécifiques sur ces filles par le biais de la migration et de la réinstallation font souvent défaut, ce qui entraîne des difficultés pour obtenir des ressources spécialisées.
- Elles devraient être protégées par
 - la Convention des Nations Unies sur les droits de l'Homme (CEDH),
 - la Convention européenne relative aux droits de l'enfant (CDE),
 - la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW),
 - la Convention du Conseil de l'Europe sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Istanbul)
 - et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés(HCR),
 - hélas, **les recommandations sexospécifiques** sont souvent négligées.
- Que ce soit pendant leur déplacement, dans les camps , dans les centres d'asile de courte durée ou sur le lieu d'établissement et de l'intégration, il y a beaucoup à faire;





Manuel du HCR pour la **Protection** des **Femmes et des Filles**



La domination patriarcale est partout. Les filles sont une monnaie d'échange.



« Ma famille et moi étions cachées dans une pièce au cours d'une attaque quand un rebelle est entré par effraction. Il a exigé de ma mère qu'elle donne un de ses enfants, sinon toute la famille serait tuée. C'est moi que ma mère lui a donnée. Les rebelles m'ont emmenée, et sur le chemin de leur camp, sept d'entre eux m'ont violée. Je saignais très fort et je ne pouvais pas marcher plus loin. Ils m'ont menacée de me tuer si je n'allais pas avec eux. J'ai été leur prisonnière pendant un an. Je suis tombée enceinte et j'ai décidé de m'échapper. A mon arrivée à Freetown, j'ai été rejetée par ma famille et ma communauté. Je me suis demandé « Qui va m'aider maintenant? ». »

Marion, fille déplacée à l'intérieur de la Sierra Leone, âgée de 17 ans.⁸

Trop souvent, le genre, le déplacement et d'autres facteurs se combinent pour amplifier la discrimination à l'encontre des femmes et des filles. Le Comité exécutif du HCR a reconnu que « si les hommes et les garçons déplacés de force rencontrent également des problèmes de protection, les femmes et les filles peuvent être exposées à des problèmes de protection particuliers liés à leur genre, leur situation culturelle et socio-économique, et leur statut juridique, ce qui implique qu'elles peuvent avoir moins de chances que les hommes et les garçons de pouvoir exercer leurs droits ».

La domination patriarcale est partout



Les mères les protègent difficilement car elles sont sous la domination de la famille.

« Je voulais suivre la loi et obtenir justice pour mon enfant, mais le voisin m'a proposé de l'argent à la place, et mon mari a accepté cet argent. Je voulais pousser pour qu'on aille en justice pour ma fille, mais je craignais que mon mari ne me frappe si je continuais à insister. Je suis en colère pour ce qui est arrivé mais par la grâce de Dieu ma petite fille n'a pas attrapé de maladie mortelle. Ce genre de chose arrive tout le temps dans le camp. »

Une mère réfugiée en Tanzanie dont la fille de sept ans a été violée par son oncle paternel¹³

Trop souvent, le genre, le déplacement et d'autres facteurs se combinent pour amplifier la discrimination à l'encontre des femmes et des filles. Le Comité exécutif du HCR a reconnu que « si les hommes et les garçons déplacés de force rencontrent également des problèmes de protection, les femmes et les filles peuvent être exposées à des problèmes de protection particuliers liés à leur genre, leur situation culturelle et socio-économique, et leur statut juridique, ce qui implique qu'elles peuvent avoir moins de chances que les hommes et les garçons de pouvoir exercer leurs droits ».

La domination patriarcale est partout.



Les femmes réfugiées ont conscience de l'indifférence masculine générale: celle des hommes censés venir les aider depuis l'étranger, compris

« La communauté internationale ne s'occupait des femmes Kosovares que quand elles étaient violées, et alors seulement comme une sorte d'histoire passionnante. Nous voyons maintenant qu'ils s'en foutent, de nous. Ce que nous voyons, ce sont des hommes, des hommes, et encore des hommes d'Europe et d'Amérique et même d'Asie, qui écoutent des hommes, des hommes, et encore des hommes du Kosovo... Mais quand il s'agit de s'impliquer réellement dans la planification de notre pays, nos hommes disent aux hommes étrangers d'ignorer nos idées. Ce qu'ils font volontiers sous le couvert de la notion de « sensibilité culturelle ». »

Une femme du Kosovo¹⁵

Trop souvent, le genre, le déplacement et d'autres facteurs se combinent pour amplifier la discrimination à l'encontre des femmes et des filles. Le Comité exécutif du HCR a reconnu que « si les hommes et les garçons déplacés de force rencontrent également des problèmes de protection, les femmes et les filles peuvent être exposées à des problèmes de protection particuliers liés à leur genre, leur situation culturelle et socio-économique, et leur statut juridique, ce qui implique qu'elles peuvent avoir moins de chances que les hommes et les garçons de pouvoir exercer leurs droits ».

Viols, prostitution, exploitation... L'enfer des enfants migrants en France

Migrants : le sort des mineurs non-accompagnés est alarmant.

(©Laurence Geai/UNICEF France)



Les mineurs non accompagnés sont confrontés à de multiples risques.

L'Unicef a enquêté. Par [Jean-Frédéric Tronche](#) Publié le 16 juin 2016

- **Economie grise**
- C'est une "véritable économie grise" des jungles que décrit encore ce document. En vitrine, si l'on ose dire, des restaurants, hammams, boulangeries, salons de coiffure et supérettes, notamment à Calais. Or, concluent les auteurs de l'enquête - Olivier Peyroux, Alexandre Le Clève et Evangéline Masson Diez - **"tous les sites fonctionnent avec un système parallèle propice à l'exploitation des plus faibles et des enfants non accompagnés en particulier. Tout se paie et rien n'est gratuit"**.
- **"Toutes les filles reçoivent des propositions pour se prostituer, les plus faibles acceptent mais si tu refuses on ne t'oblige pas. Sauf si tu dois de l'argent."**
- D'autres éléments recueillis font état de prostitution dans les bars de la "jungle", avec des tarifs à 5 euros la passe. Le rapport de l'Unicef précisant encore que c'est avec le maigre pécule que leur rapporte ce trafic d'êtres humains qu'elles règlent leurs entrées sur les sites de Steenvoorde et Norrent Fontes.
- Les jeunes femmes racontent que "celles qui se prostituent passent plus rapidement". L'ONG analyse :
- **"Il pourrait exister deux formes de prostitution des femmes migrantes : une forme 'résignée', exercée par quelques femmes afin d'accélérer leur passage lorsqu'elles se retrouvent bloquées, et une autre forme qui concerne des femmes exploitées et maltraitées par un réseau de traite.** Concernant les garçons, (...) les mineurs afghans sont particulièrement exposés aux violences sexuelles."

Des enfants obligées de se prostituer pour passer la frontière franco-italienne

Publié le 29/07/2018 par **SudOuest.fr**.



- Selon l'ONG Save The Children Italia, au moins **160 petites filles ont été exploitées sexuellement alors qu'elles tentaient de passer en France depuis janvier 2017.**
- "Inacceptable" : c'est ainsi que Raffaella Milano, la directrice des programmes Italie-Europe de l'ONG Save The Children, qualifie la situation des migrant.e.s mineur.e.s bloqué.e.s autour de Vintimille et qui cherchent à aller en France.
- [Dans son rapport](#), l'association de protection des enfants affirme que des mineures sont forcées de se prostituer pour payer les passeurs : ces derniers réclament **entre 50 et 150 euros** pour leur faire traverser en bus la frontière française.
- Ces jeunes migrantes, majoritairement originaires d'Afrique subsaharienne, sont parfois aussi **obligées de vendre leurs corps en échange de nourriture ou d'un abri**, précise le rapport de l'ONG.
- **Au moins 160 petites filles exploitées sexuellement**
- "**Ce sont des filles très jeunes et particulièrement à risque**, qui sont parmi le flot invisible de migrant.e.s non accompagné.e.s en transit à la frontière nord de l'Italie dans l'espoir de retrouver leurs proches dans d'autres pays européens", détaille Raffaella Milano.
- La situation se serait encore aggravée après [le démantèlement en avril du camp de la Roya](#), près de Vintimille. Forcés de rester dans la clandestinité et de se cacher des autorités, les mineur.e.s sont plus difficiles à repérer et à protéger.
- "*Il est intolérable que dans notre pays, enfants et adolescent.e.s tombent dans les réseaux d'exploiteurs sans scrupule*". Raffaella Milano.
- Selon l'ONG, plus de 1 900 filles auraient ainsi été exploitées sexuellement entre janvier 2017 et mars 2018. Parmi elles, **la présence de 160 enfants est avérée**. Les autres auraient soit atteint récemment l'âge de 18 ans, soit se feraient passer pour des adultes.

Et les enfants, les filles disparaissent



- Selon l'association Missing Children, en 2014, plus de 23 000 demandes d'asiles émanant de mineurs non-accompagnés avaient été déposées, dont 2240 par des enfants de moins de 14 ans. Dans leur [rapport annuel](#), il est rappelé que l'organisation Terre des Hommes avait fait une enquête durant les années 2006-2008 durant lesquelles **l'association avait pu constater qu'en moyenne, la moitié des enfants non-accompagnés disparaissaient des centres d'accueil** (en France, Espagne, Suisse et Belgique) **après 48h**. Une enquête similaire menée par le projet CONNECT en Italie en 2013 estimait à 24% le nombre d'enfants enregistré dans les centres et qui avaient disparus.

**La prostitution n'existe que parce que les hommes en demandent.
Prostitution et pédocriminalité vont ensemble**

« Dire que les femmes ont le droit de se vendre,
c'est masquer que les hommes ont le droit de les acheter ».

Francoise Héritier.



- **Allemagne: des agents de sécurité (des camps de réfugié.e.s) incitent des migrants à la prostitution**

Par Le Figaro.fr avec AFP Mis à jour le 25/10/2017

- "On nous appelle en nous disant : j'ai besoin d'une femme ou plus généralement d'un homme , notamment des jeunes .
- « Plus ils sont jeunes, plus c'est cher", explique face caméra mais visage flouté un agent d'un foyer souhaitant "que ce système prenne fin".

Les chiffres de la prostitution



En France : 30000
En Allemagne : 400000

Quelque soit la loi,
abolitionniste ou réglementariste

-mêmes syndromes traumatiques :
dissociation, mémoire traumatique
Mêmes stratégies de survie :
addictions....

-mêmes profils des personnes en
prostitution :
Étrangères victimes de traite
Femmes ayant un passé de violences
physiques ou sexuelles, en particulier
pédo-criminelles

La réalité de la prostitution



- La prostitution tue physiquement et psychologiquement et socialement
- La prostitution est un système de traite et d'esclavage
- La prostitution est un cumul de plusieurs dominations: masculine, de classe et raciste
- Il n'existe pas de prostitution choisie. L'argent prouve la contrainte, et la préméditation du viol. La prostitution n'est pas un travail.
- Le viol (pédocriminel en particulier) est le conditionnement à la mise en prostitution
- Il faut parler d'esclavage ou de viol tarifé et non d'exploitation -> le champ lexical économique est celui du lobby proxénète

Le lobby pro-prostitution



- **Le STRASS, AccepTess** Actions Concrètes Conciliants : Education, Prévention, Travail, Équité, Santé
et Sport pour les Transgenres
- Médecins du Monde (sauf MDM Espagne)
Planning Familial (sauf certaines comme PF75)
contre la loi mais reste abolitionniste .
- Discours ORWELLIEN
 - Le viol tarifé, c’est un « travail du sexe »
 - « travailleur du sexe » englobe aussi bien prostituées que proxénètes (pratique pour avancer masqué !)
 - Le proxénète, c’est un « ami qui veut aider » ou un « entrepreneur »



STRASS : lobby pro-prostitution

Nos revendications



Ni abolitionnistes, ni réglementaristes : syndicalistes !



syndicale, fondée sur l'auto-organisation des travailleurSEs du sexe face à leurs exploiters. La

Nous réclamons depuis cette date l'abrogation de l'interdiction d'achat d'acte sexuel qui expose à la précarité et aux violences et continuerons, car notre activité est légale, à faire valoir nos droits en tant que Travailleur.Ses.

Également, nous réclamons la disparition du code pénal des dispositions sanctionnant spécifiquement le « proxénétisme ». Censées nous protéger des exploiters, elles font aussi obstacle à l'exercice de la prostitution en nous refusant la possibilité de nous organiser (en nous empêchant, par exemple, de partager un lieu de travail) ou de

-Ce n'est pas un SYNDICAT !

-Revendique la dépénalisation du PROXENETISME !!

-Silence contre les violences structurelles des proxénètes

-Silence sur les filières de traite et de proxénétisme

-Fable de le ou la « prostitué.e » qui choisit ce métier

-Seule violence évoquée :

celle de l'Etat, celle de la police, celle des militantes abolitionnistes

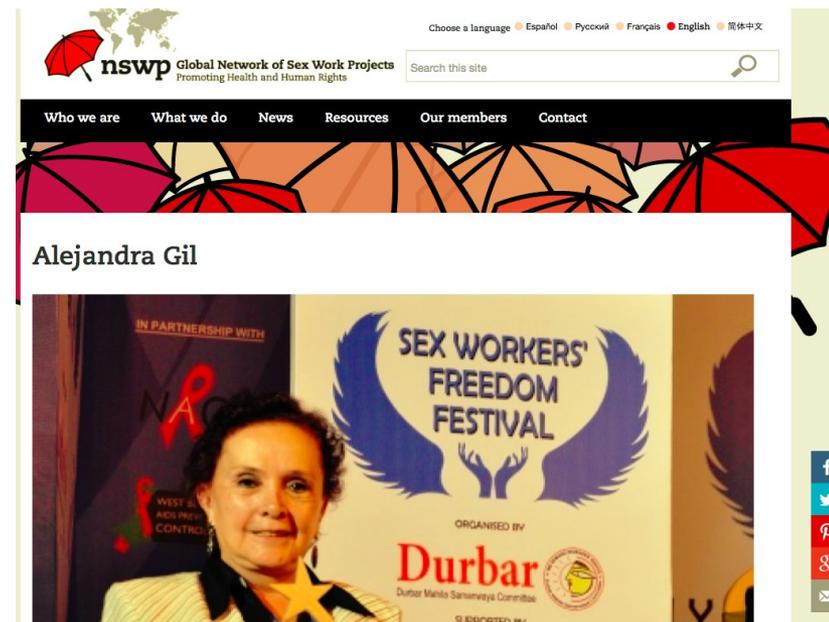
- Le NSWP fournit depuis des années un immense travail de lobby pour faire accepter la prostitution comme un « travail » auprès d'institutions internationales (comme ONUSIDA par exemple). L'angle choisi pour rendre ce plaidoyer audible est la défense de la santé des prostitué.e.s et la lutte contre le VIH.
- Or, l'ex vice-présidente du NSWP, **Alejandra Gil**, experte auprès d'ONUSIDA, a été reconnue coupable de traite et condamnée à **15 ans de prison pour proxénétisme et traite de plus de 200 femmes à Mexico**.
- Soutien du NSWP lors du procès qui parle de « procès politique » contre les activistes défendant les droits des « travailleurs du sexe »

NSWP CORE VALUES

This Consensus Statement is guided by NSWP's core values:

- 1 Acceptance of sex work as work.
- 2 Opposition to all forms of criminalisation and all other legal oppression of sex work (including sex workers, clients, third parties², families, partners and friends).
- 3 Support self-organisation and self-determination of sex workers.

² The term 'third parties' includes managers, brothel keepers, receptionists, maids, drivers, landlords, hotels who rent rooms to sex workers and anyone else who is seen as facilitating sex work.



The screenshot shows the NSWP website interface. At the top, there is a navigation bar with links for 'Who we are', 'What we do', 'News', 'Resources', 'Our members', and 'Contact'. Below the navigation bar is a large banner image featuring a stylized illustration of red umbrellas. The main content area displays the name 'Alejandra Gil' above a photograph of her. The photograph shows her at an event, standing in front of a banner for the 'SEX WORKERS' FREEDOM FESTIVAL'. The banner also mentions 'IN PARTNERSHIP WITH' and 'ORGANIZED BY Durbar Durbar Mahila Samanyaya Committee'. There are social media icons for Facebook, Twitter, and YouTube on the right side of the page.

Le discours pro-prostitution prend racine...à l'université!



Dans le cadre de la 13e édition des rencontres "Et si on en parlait" organisées par la Direction Culture, Sciences et Société de l'Université de Lyon. 2 11 2017

À la question: Prostitution, traite, proxénatisme, de quoi on parle? On a deux réponses:

- **L'interprétation de l'Etat** Les institutions policières considèrent les femmes prostituées comme victimes de [proxénétisme](#) et de [traite](#) des êtres humains.
- **L'interprétation sociologique**

Les auteurs mobilisés dans le corpus d'étude tendent à inscrire la prostitution dans un cadre plus large que celui de la traite oppressive. Aussi tentent ils de situer la prostitution des migrantes dans un continuum d'échanges économico-sexuels allant de la prostitution aux mariages entre des hommes occidentaux et des femmes migrantes . **La prostitution serait alors une ressource migratoire, mobilisée par des femmes qui seraient actrices de cette prostitution et non simplement ses objets.** Cette lecture pousse à une profonde remise en question des politiques mises en place autour des questions de prostitution.

Comme Gail Pheterson le suggère, la notion de traite des êtres humains peut alors être lue comme une catégorie d'analyse construite à des fins de lutte contre la mobilité des femmes et contre l'immigration vers les pays riches en général, ainsi que comme un outil justifiant les dispositifs de contrôle des corps, des frontières (géographiques et sociales) et des normes sexuelles et de genre (Pheterson, 2001).

START UPS ET PROXENETISME: la mutation néo-libérale de l'industrie du sexe

Date: 18 novembre 2018 Par Francine Sporenda



Pour survivre à ces crises économiques et nourrir leur famille, les femmes de ces pays ont eu essentiellement trois options : être travailleuse domestique, prostituée ou mère porteuse—et émigrer éventuellement vers des pays occidentaux pour trouver facilement du travail.

Le néo-libéralisme, le projet idéologique du tout-marché de la Chicago School of Economy, développé par Milton Friedman, Hayek etc. a non seulement précipité les femmes dans la pauvreté dans de nombreux pays (70% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le monde sont des femmes, on parle de « féminisation de la pauvreté ») **mais des économistes néo-libéraux ont été jusqu'à présenter la prostitution comme une option économique viable pour les femmes pauvres**

Les PDG de start-up: des hommes jeunes et branchés.



- Jim Buckmaster, le PDG de Craigslist (qui a désormais fermé sa section d'annonces « pour adultes » mais il y aurait encore des annonces prostitutionnelles dans la rubrique « personals ») est un informaticien basé à San Francisco issu de la contreculture : il a été présenté comme « anti-capitaliste ».
- Il dirige une compagnie qui compte 700 sites d'annonces dans 70 pays, (dont 20 sites en Grande-Bretagne). Ces sites reçoivent 65 millions de visiteurs uniques chaque année, et la valeur de la compagnie est estimée à 1 milliard de \$.
- **Le shérif Tom Dart, de Cook County, Illinois, l'a qualifiée de « plus grande source de prostitution » dans le monde. Mais seulement 32 personnes sont employées de façon permanente au siège de Craigslist à San Francisco. Jim Buckmaster campe cette figure néo-libérale paradoxale : le proxénète d'extrême-gauche.**
- Vivastreet a commencé par une start-up créée par un Français, Yannick (Jean-Camille) Pons, qui à ses débuts s'est installé aux Etats-Unis. Le premier site qu'il a lancé, Easyroomate, ciblait les personnes qui cherchaient un co-locataire. Il a ensuite lancé un site généraliste. Et Vivastreet a bien fermé sa rubrique « Erotica »—qui publiait essentiellement des annonces prostitutionnelles—mais seulement sur son site français, ce qui a causé une chute importante de la fréquentation du site : il est passé de 11 millions de visiteurs uniques à 4 millions. **Cela met en évidence que ce sont surtout les annonces prostitutionnelles qui attirent la majorité des visiteurs sur ces sites.**

La loi du 13 avril 2016 : 4 piliers

QUE DIT LA LOI
DU 13 AVRIL 2016

pour renforcer la lutte contre le système prostitutionnel
et l'accompagnement des personnes prostituées ?



ACCOMPAGNEMENT
DES PERSONNES

1

- **Dépénalisation des personnes prostituées**
(abrogation du délit de racolage)
- **Renforcement des droits des personnes prostituées**
(droit au séjour, logement, circonstance aggravante en cas de violences sur une personne prostituée)
- **Accompagnement à la sortie de la prostitution**
(parcours de sortie)
- Définition d'une **politique de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains** dans chaque département



PÉNALISATION
DE L'ACHETEUR
D'ACTE SEXUEL

2

- Interdiction de tout **achat d'un acte sexuel** et sanction du recours à la prostitution d'autrui
- Amende pouvant aller jusqu'à **1 500 euros**.
En cas de **récidive, délit et amende jusqu'à 3 750 euros**
- Mise en place de **stages de sensibilisation** à la lutte contre l'achat d'actes sexuels ("stages clients")



PROXÉNÉTISME
SUR INTERNET

3

- **Obligation pour les fournisseurs d'accès à Internet :**
- de créer de **nouveaux outils de signalement** par les internautes de contenus relevant du proxénétisme ou de la traite
- de communiquer les **informations recueillies** aux forces de l'ordre



ÉDUCATION À
LA SEXUALITÉ

4

- La lutte contre la **marchandisation des corps** est intégrée au **code de l'éducation**, parmi les sujets traités durant la scolarité
- Inscription de la prostitution dans la **formation initiale** des **travailleurs sociaux** et des **travailleuses sociales**

La loi du 13 avril 2016

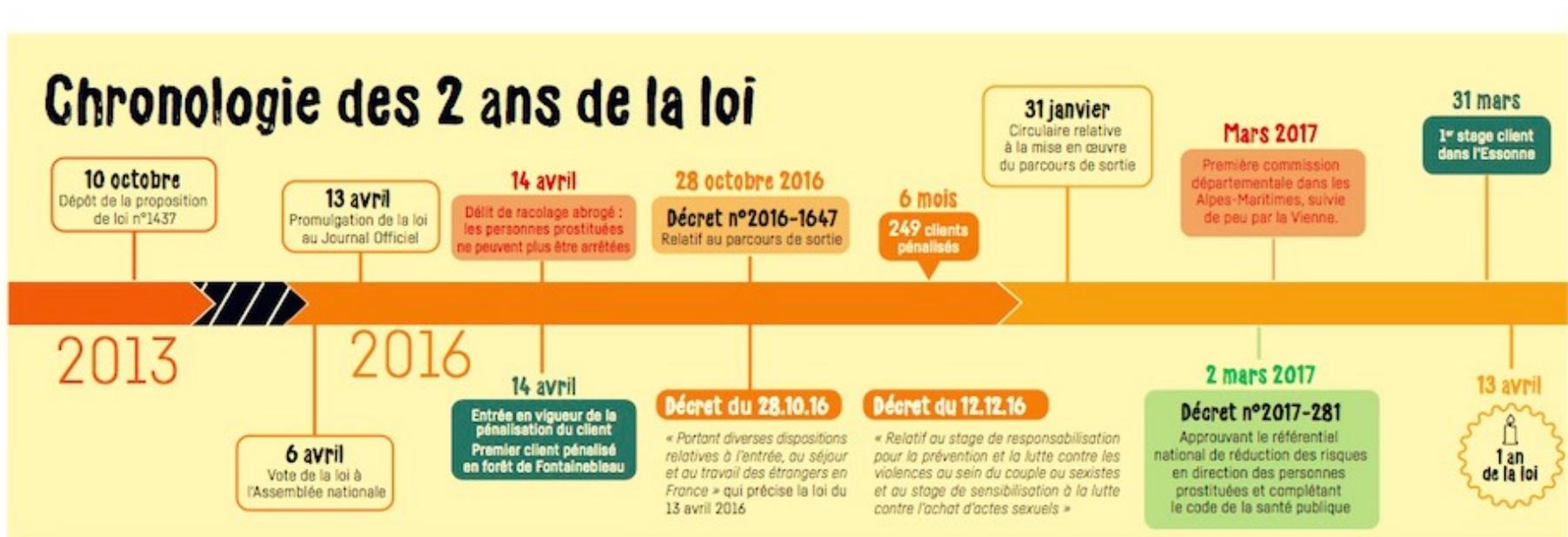


Une disposition cardinale du droit français en matière

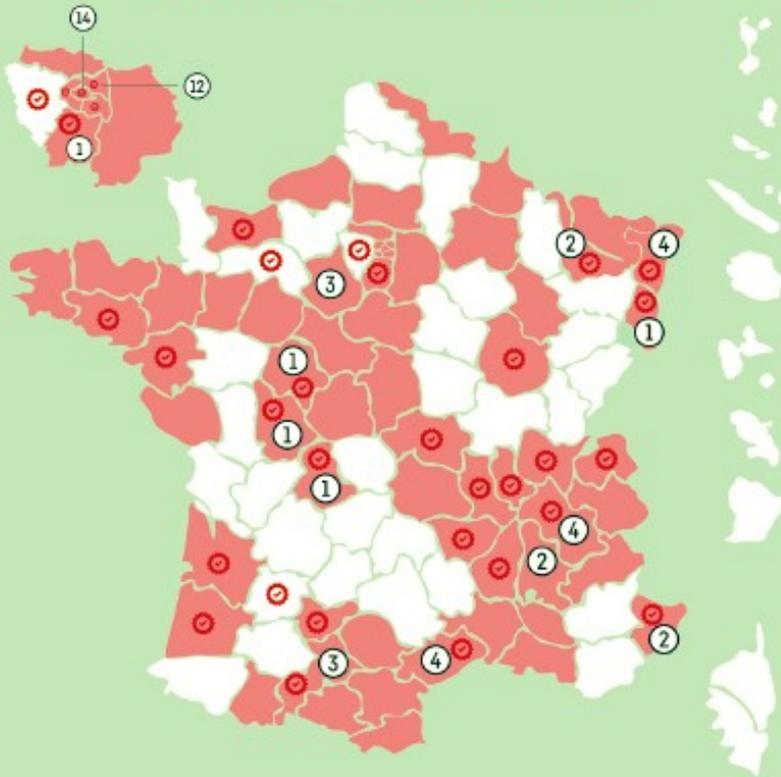
- de lutte contre les violences sexuelles,
- de promotion de l'égalité,
- de protection de la dignité et de l'intégrité de la personne humaine et de lutte contre la marchandisation des corps.

La Loi : une application lente

Chronologie des 2 ans de la loi



Chiffres clefs du volet social de la loi



Associations agréées (61)



Commissions de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains* (34)

*Rhône, Ailier, Ardèche, Isère, Loire, Haute-Loire, Haute-Savoie, Côte-d'Or, Morbihan, Eure-et-Loir, Bas-Rhin, Bas-Rhin, Meurthe et Moselle, Haut Rhin, Paris, Yvelines, Seine-Saint-Denis, Essonne, Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Calvados, Orne, Gironde, Landes, Lot et Garonne, Vienne, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Loire-Atlantique, Alpes-Maritimes, Drôme, Haute-Vienne, l'Ille-et-Vilaine



Nombre de parcours de sortie autorisés (55)



2 ANS



2000 prostitueurs à l'amende
Stages de sensibilisation
Lutte contre le proxénétisme
Lutte sur Internet (Nord, VivaStreet)

LES PRINCIPAUX CHIFFRES À MI MARS 2018

Commissions départementales installées **34**

Parcours de sortie notifiés **55**

Départements qui ont agréé une association **61**

Nombre d'associations agréées **78**



ACCOMPAGNEMENT
DES PERSONNES

La QPC : une potentielle catastrophe



- Question prioritaire de constitutionnalité pour abroger la loi abolitionniste.
 - « droit à l'autonomie personnelle, à la liberté sexuelle,
 - au respect de la vie privée,
 - à la liberté contractuelle, liberté d'entreprendre,
 - nécessité de proportionnalité des peines »
- Saisie du Conseil d'Etat le 6 septembre : 3 mois pour décider de transmettre

Modifié par	Norme(s) constitutionnelle(s) invoquée(s)	Modalité de la saisine	Numéro du dossier	Statut
LOI n°2018-703 du 3 août 2018 - art. 15	Ces dispositions sont-elles conformes aux droits à l'autonomie personnelle et à la liberté sexuelle, au droit au respect de la vie privée, la liberté contractuelle, la liberté d'entreprendre ainsi qu'au principe de nécessité et de proportionnalité des peines, en tant qu'elles répriment, même entre adultes consentants, tout achat d'actes sexuels	Saisine directe	423892	Question en cours d'examen

Offensive du lobby pro-prostitution

Rapport Médecins du Monde, avril 2018



FAIRE UN DON



ÉCOUTER ▶



TRAVAIL DU SEXE : LA LOI QUI MET EN DANGER

Le 13 avril 2016, la France adoptait la loi « visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées », devenant ainsi le deuxième pays de l'Union européenne à sanctionner les clients des travailleur.se.s du sexe. Depuis, deux chercheurs, Hélène Le Bail et Calogero Giametta, en collaboration avec 11 associations ont mené une enquête afin de documenter les impacts de cette nouvelle législation sur la santé, les droits et les conditions de vie des travailleur.se.s du sexe en France.

Le cas des femmes nigérianes : pas de recul de l'exploitation, voire un durcissement

La question de l'intermédiaire (proxénète, mama, patron, agence, etc.) n'a pas toujours été abordée afin de ne pas compromettre la relation de confiance au cours des entretiens, en particulier avec les femmes migrantes originaires d'Afrique sub-saharienne.

UNE ENTRÉE PAR LES ASSOCIATIONS

La coopération avec les associations apporte aussi à la recherche une porte d'accès à une population en grande partie stigmatisée et marginalisée et, par-là, difficile d'accès. Les associations de terrain ont souvent déjà établi une relation de confiance qui permet de faire la demande d'un entretien en face à face et enregistré. Cette entrée peut bien sûr créer un biais, à savoir de produire un discours correspondant aux objectifs affichés de l'association ; nous faisons en sorte de prendre en compte ce possible biais dans l'analyse des entretiens. Le biais sélectif des répondants nous semble moins être un risque étant donné la très grande diversité des personnes accueillies dans les différents lieux d'enquête, diversité qui se retrouve dans le panel que nous décrivons ci-dessous.

Médecins du Monde Espagne : « Sans prostitueur, il n’y a plus de traite »



L'Espagne, en pointe sur la lutte contre les violences faites aux femmes, en retard sur l'abolition ?

Pas si sûr. Le nouveau gouvernement de Pedro Gonzalez est clairement abolitionniste et s'oppose à la création d'un syndicat se revendiquant du "travail du sexe".



Quant à l'ONG Medicos del Mundo, le Médecins du monde espagnol, elle ne prend pas la même voie que son homologue en France, avec une campagne "Yo no soy Putero", je ne suis pas "client".

Suède : baisse de la prostitution (13% à 6% des hommes en 10 ans)
et surtout changement de la perception chez les jeunes

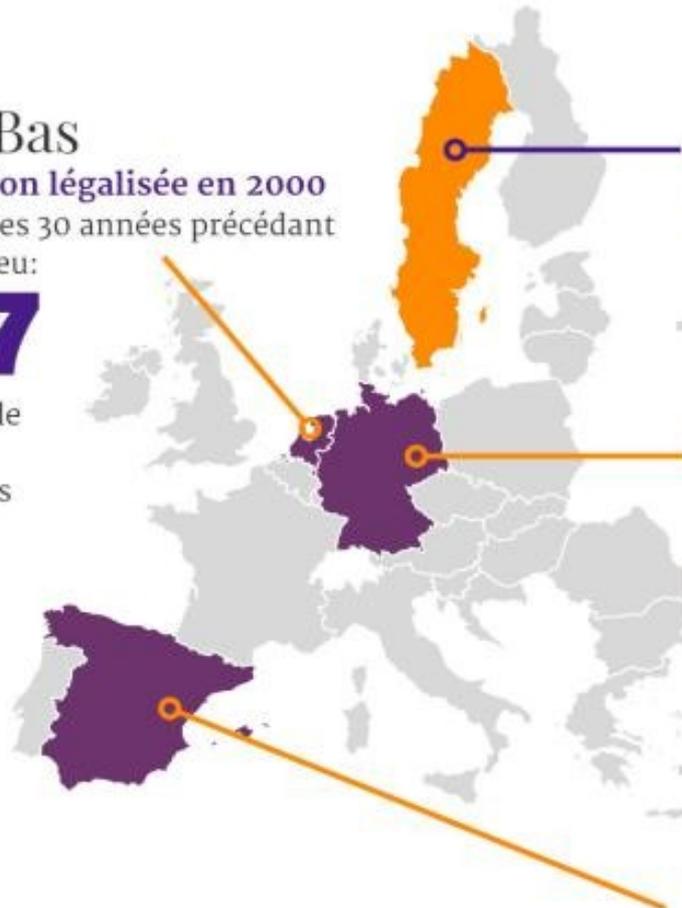


Pays-Bas

Prostitution légalisée en 2000
Au cours des 30 années précédant
2013 il y a eu:

127

Meurtres de
femmes
prostituées



Suède



Modèle nordique depuis 1999

1

Meurtre de femme prostituée
(par son conjoint et non par un
prostituteur) entre 1999 et 2015

Allemagne



Prostitution légale libéralisée en 2002

Entre 2002 et 2015, il y a eu:

69

Meurtres de femmes
prostituées par des proxénètes
et des proxénètes

28

Tentatives de meurtre de
femmes prostituées par des
proxénètes et des proxénètes

Espagne



Prostitution décriminalisée en 1995

Entre 2010 et 2015, il y a eu:

31

Meurtres de femmes
prostituées, la plupart par des
proxénètes et des proxénètes

Un rapport biaisé

Les prostituées instrumentalisées et mises en danger

Le féminicide de Nicoletta, une jeune femme roumaine, par un "client" prostitueur, en mai 2018, près de Nîmes avait été perpétré dans l'indifférence générale.

Août 2018 a été marqué par un nouveau meurtre: celui de Vanesa Campos au Bois de Boulogne.

Cela a été l'occasion d'une nouvelle récupération cynique des violences quotidiennes subies par les personnes prostituées par ceux qui souhaitent l'abrogation de la loi du 13 avril 2016.



POLITIQUE ÉCONOMIE INTERNATIONAL CULTURE LE BON LIEN C'EST LA VIE LE HUFFPLAY

Par Céline Piques, Christine Blec

LES BLOGS

Arrêtons la désinformation, la loi prostitution ne met pas les personnes prostituées en danger de mort

Non, la loi prostitution n'a pas tué Vanesa Campos!

La défense contre la QPC, les arguments



Si le Conseil constitutionnel leur donnait raison, les conséquences seraient irréversibles et dramatiques :

- La marchandisation du corps humain deviendrait la norme et non l'interdit. Un nouveau droit constitutionnel d'accéder et de disposer du corps de l'autre par la contrainte financière mènerait à la légalisation de la GPA et du commerce des organes.
- La prostitution et la traite des êtres humains, 2ème marché criminel le plus lucratif au monde, exploseraient en France, portées par une légitimation sans précédent du marché du sexe et de la demande qui le porte.
- L'ensemble du dispositif de protection, de soutien et de « sortie » de la prostitution, fondé sur la reconnaissance par le Parlement et le Gouvernement de la prostitution comme une violence sexuelle, serait aussi menacé par la consécration de la prostitution comme un marché légitime et non plus une violence contre les femmes.
- Avec la disparition de la valeur normative de l'interdit de marchandisation du corps humain, et dans un contexte de banalisation dramatique de la pornographie, l'exploitation sexuelle des mineur.e.s exploserait aussi sur notre territoire.

LES REVENDICATIONS DU LEF



VIS A VIS DE LA LOI

- -Un **cadre juridique pour les filles migrantes/réfugiées** devrait être élaboré et défini selon les cadres existants sur les droits de la femme, les droits de l'enfant et les droits des migrants.

REVENDICATIONS STRUCTURELLES



- - **Former tout le personnel, les tuteurs et les familles d'accueil sur les risques accrus de traite** à des fins sexuelles et de prostitution, de mariage d'enfants, d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle violente, mutilations génitales féminines et les pratiques traditionnelles néfastes pour les filles non accompagnées.
- - **Lutte contre l'exploitation sexuelle** : La traite des filles est souvent placée sous l'égide de la " traite des enfants " ou de la " traite des femmes " pour l'exploitation sexuelle", ce qui signifie que les données sur la prévalence et les réponses spécifiques à la traite des filles font défaut.
- **Les filles réfugiées et migrantes constituent un groupe à haut risque pour la prédation sexuelle, la traite et le mariage forcé** : formation, prévention et réponse doivent être mis en œuvre sur l'ensemble de ces questions, en particulier pour ceux qui travaillent en première ligne et dans la lutte contre le commerce du sexe.

UN COMBAT A MENER ENSEMBLE



Campagne ENOMW

"Transport is Public. Our Bodies are Not." ~ Marielle Franco



YOU

#metoo

#EnsembleStopOppression



Not a Job
Not a Choice
Not a Sexuality
Not a Life-Style
Not a Right
Not Freedom
Not Pleasure
Not Sex

PROSTITUTION
MALE VIOLENCE & OPPRESSION
OF WOMEN



Campagne CAP, SPACE, OLF, Nid

Première mondiale : #MeToo et prostitution

Les survivantes de la prostitution prennent la parole

23 novembre 2018. 18h30
Espace Jean Dame, 17 rue Leopold Bellan. Paris

Ashley Judd
Activiste,
Figure de #MeToo
et Time's up
Marraine de la soirée



Rachel Moran



Mickey Meji



Rosen Hicher



Anne Darbes

UN COMBAT A MENER ENSEMBLE



Campagne ENOMW



Campagne
Mouvement du Nid
OLF
SPACE international



A Bruxelles, la prostitution est colorée. Le racisme fait que "ce n'est pas si grave" d'abuser des femmes migrantes. Cela renvoie au colonialisme, quand le "maître" pouvait disposer librement des femmes autochtones.

L'exploitation sexuelle de ces femmes se perpétue dans le monde des ONG. La seule solution est l'abolition de la prostitution et la redistribution des ressources. Du travail, du vrai travail, où vous acquérez un revenu et de la dignité, et par lequel vous pouvez vous développer et contribuer à la société.

- Saddy Choua
Militante féministe belgo-marocaine,
réalisatrice de film, auteure et artiste, Belgique

#EnsembleStopOppression

Première mondiale : #metoo et prostitution

Vendredi 2

Les survivantes de la prostitution prennent la parole !

17



Mickey Meji
Survivante, Afrique du sud

« Les femmes dans la prostitution ne se réveillent pas un jour en disant « je choisis d'être prostituée ». La prostitution leur est imposée par notre passé colonial et l'apartheid, par les inégalités persistantes, par la pauvreté et les violences physiques et sexuelles, par les proxénètes qui exploitent nos vulnérabilités et par les hommes qui nous achètent ».

UN COMBAT A MENER ENSEMBLE



#EnsembleStopOppression

“

Le pragmatisme, comme le bon sens, est redoutable. Il permet aux doctrines et aux idéologies d'avancer masquées et de s'installer tranquillement dans les sociétés en évitant tout débat de fond. C'est ce que j'ai, en vain, expliqué à un diplomate hollandais qui voulait me convaincre qu'il fallait tenir compte de la réalité de la prostitution, pour la rendre plus acceptable pour les femmes, plutôt que d'essayer de la combattre.

~ Wassyla Tamzali
Écrivaine algérienne, avocate et féministe



“

Les femmes migrantes en Europe finissent dans la prostitution non pas parce qu'elles "aiment" ou "choisissent" cette "profession", mais à cause du manque de protection légale et des limitations qui sont imposées sur leurs droits sociaux et économiques. La prostitution n'est pas un problème de femmes. C'est le problème des hommes et le résultat de leur comportement et attitudes sexistes envers les femmes.

~ Khedi Alieva
Militante tchétchène des droits des femmes, réfugiée,
Pologne



#EnsembleStopOppression